

Des élus trop atomiques ?

Débat | Greenpeace épingle députés et sénateurs sous influence du lobby nucléaire. Dans le Gard aussi.

Greenpeace a soigné sa rentrée en lâchant jeudi dernier à *Libération* un nouveau pavé dans la mare du nucléaire en France. Cette fois, l'ONG s'attaque à une vingtaine d'élus, surtout des parlementaires, de droite comme de gauche, qu'elle accuse de collusion avec le lobby atomique. À quelques semaines du vote du projet de loi sur la transition énergétique à l'Assemblée nationale puis au Sénat, ceux que l'ONG surnomme les « parrains » sont montrés du doigt pour défendre les intérêts d'une filière jusqu'au plus haut sommet de l'État. Pour des raisons soit personnelles, prétend le document (*), soit purement électoralistes. Décryptage.

1 Des réseaux puissants

Pour Greenpeace, le lobbying des élus des territoires nucléaires circule à travers des réseaux d'influence qui atteignent le cœur de l'État. « Aujourd'hui, quatre ministres ancrés dans des territoires vivant du nucléaire œuvrent au gouvernement. » Comme Bernard Cazeneuve, ministre du Budget et ex-maire de Cherbouge (centrale nucléaire de Flamanville, usine de La Hague) ou Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, ex-président du conseil général de Saône-et-Loire (usine Areva du Creusot).

« Les élus du nucléaire de gauche vont s'opposer à la promesse de Hollande » Greenpeace

Les parlementaires issus des territoires nucléaires seraient des relais de premier choix auprès de l'exécutif et de la représentation nationale, car « souvent spécialisés sur les questions énergétiques ». Greenpeace dénonce un ratio : « Près de 20 % de la Commission des affaires économiques (CAE) est composée d'élus de territoires dépendants du nucléaire. »

Et cite parmi ces « ambassadeurs » de la cause nucléaire, Patrice Prat (député socialiste du Gard rhodanien, site de Marcoule), auquel elle reproche notamment le soutien d'Anne Lauvergeon (ancienne PDG d'Are-



■ Patrice Prat (au centre) et Luc Oursel (PDG d'Areva) à Melox en 2012. Photo MIKAEL ANISSET

va) pendant sa campagne législative. Comme de nombreux élus de ce territoire gardois, le désormais proche de Montebourg défend sans relâche l'implantation à Marcoule du projet Astrid d'ici 2020 (lire ci-dessous). Il est vrai qu'il puise aussi quelques idées sur la transition énergétique auprès de l'Adema (l'association des élus du nucléaire de Marcoule) créée en 2011.

François Brottes est un profil remarquable pour Greenpeace : député PS, sur le secteur de la centrale Saint-Alban (Isère), rapporteur de la loi visant à préparer la transition vers un système énergétique, ex-conseiller énergie de François Hollande pendant la campagne de 2012 et président de la CAE. Entre autres. « Ils sont ceux qui prendront les rênes des débats parlementaires au moment du vote sur la transition énergétique d'ici la fin 2013 », assurent les antinucléaires.

Pas un mot sur le sénateur socialiste

du Gard, Simon Soutour, pourtant en pointe sur la sécurité dans les centrales. Mais un chapitre entier est consacré au « chef de file », Jean-Michel Baylet, président de la communauté de communes des deux rives (incluant Golfech), patron du PRG, composante de la majorité socialiste et « défenseur de sa centrale, dans son journal *La Dépêche du Midi* ».

2 La transition énergétique menacée ?

La critique est surtout adressée aux députés et sénateurs socialistes qui défendent des arguments pro-atome. « S'ils s'entêtent à défendre le maintien du nucléaire dans la production d'électricité, les élus du nucléaire de gauche vont s'opposer à la promesse de François Hollande de réduire la part du nucléaire à 50 % en 2025. » Voilà qui pourrait viser Patrice Prat, par exemple, lorsque le candidat aux législatives avait déclaré, au lendemain de l'élection présiden-

tielle et de l'accord électoral signé avec les Verts : « En ramenant la part du nucléaire à 50 % de la production d'électricité en 2025, notre pays ne va pas tourner le dos à cette énergie, sur laquelle il devra pouvoir compter pour fournir aux entreprises et aux ménages, l'énergie la plus sûre et la moins coûteuse possible. » Un discours en soutien à Montebourg, vilipendé par les Verts, pour avoir qualifié la filière nucléaire « d'avenir ». Depuis, l'accord a même volé en éclat et Patrice Prat a été élu député.

3 Le « piège » de la « rente nucléaire »

Autre point sensible soulevé par Greenpeace, la manne financière générée par les installations nucléaires, créatrice de dépendance des territoires et de leurs élus vis-à-vis de la filière. Ce que l'ONG appelle la « rente nucléaire ». Bien loin de « préparer la conversion économique des territoires qui garantiront leur survie au-delà du nucléaire », estime Greenpeace. Rien que pour Areva Melox et Areva Marcoule, ces subsides s'élèvent à 12 M€ annuels d'impôts et taxes, sans compter les achats et investissements, 200 M€ au profit du Gard en majorité.

Le suréquipement des communes pointé du doigt

À ce titre, Greenpeace s'amuse des « courts de tennis flambant neufs » du village de Chusclan (une des trois communes d'implantation du site de Marcoule) dont le taux de la taxe d'habitation ne dépasse pas les 3,61 %, contre 15,75 % en moyenne pour la même strate, de « la piste surélevée de roller en marbre et celle en bitume à Valence-d'Agén (Golfech) » ou encore de « la piscine olympique de Bagnols (qui n'est plus depuis les années 60, NDLR), accompagnée de deux autres bassins, un stade d'athlétisme et de foot, un stade de rugby et de multiples autres installations sportives (basket, roller, foot), tout cela pour une ville de taille moyenne ». Preuve à l'appui d'une étude publiée en 2009 par l'Insee qui montre un taux d'équipement moyen « hors norme ».

HÉLÈNE AMIRAUX
hamiraux@midilibre.com

► (*) Consultable sur www.greenpeace.fr

3 QUESTIONS À



Patrice PRAT
Député PS de Bagnols, mis en cause par Greenpeace

Comment réagissez-vous à cette publication ?

Je suis extrêmement étonné tant sur le fond que sur la forme de ce qui, pour moi, n'est pas une étude mais un coup d'éclat comme le fait Greenpeace pour faire avancer ses idées. C'est sans fondement et purement médiatique. C'en est drolatique et même affligeant tant c'est caricatural. Je suis un homme libre sur ces sujets, car je n'ai aucune action, aucun intérêt personnel ou familial dans le nucléaire. Je n'ai pas de position dogmatique sur le nucléaire, contrairement à Greenpeace.

L'ONG vous reproche des accointances avec l'industrie, comme le soutien d'Anne Lauvergeon pendant la campagne législative...

Quand on veut faire avancer son pays, quand on est investi d'un mandat, forcément on a des contacts dans le monde de l'entreprise. C'est vrai aussi pour Greenpeace dont la neutralité est discutable. Quand on est élu du littoral ou de montagne, on défend ces secteurs. J'ai des contacts quotidiens avec des chefs d'entreprise d'Areva et d'ailleurs, mais je ne raisonne pas comme un affidé. Cette théorie du complot est insupportable.

Greenpeace accuse les élus du nucléaire de reprendre à leur compte les arguments des industriels sans autre point de vue...

Tous les jours, le lobby de Greenpeace occupe en permanence les médias nationaux et diabolise une industrie qui, depuis de Gaulle, a permis le rayonnement de la France et l'indépendance énergétique du pays. Tous les jours, cette industrie travaille pour que l'énergie nucléaire soit la plus propre et la plus sûre possible. Je suis un homme de progrès et je considère que ces chantiers constituent l'avenir industriel de la France.

Vives réactions des élus sur le territoire de Marcoule

Les élus du nucléaire sur le territoire du site de Marcoule (Gard) répondent à Greenpeace.

Alexandre Pissas, conseiller général PS de Bagnols, président de la commission locale d'information de Marcoule (Cli) -

« Greenpeace fait son boulot. Il y a beaucoup d'excès mais dire que toutes les pistes qu'elle avance sont fausses est exagéré. Je ne suis pas un bon exemple, car les donneurs d'ordre comme Areva ou le CEA ont une très grande retenue devant moi. C'est lié à ma personnalité, à mon indépendance financière et professionnelle. Mais quand une association d'élus travaillant dans le nucléaire s'est créée à Bagnols,

des gens se sont posés des questions. Il faut faire attention, garder une liberté et une indépendance absolue. En tant que citoyen, je pense qu'il faut une diversification des énergies mais pas une réduction de l'activité nucléaire. C'est une conviction que j'avais avant même de venir dans le Gard. Comme conseiller général, si je dois choisir entre stop ou encore, je dis encore ! En tant que président de la Cli, je suis là pour être intransigeant sur le moindre accident et que l'information la plus appropriée soit donnée au public. »



Jean-Marc Roubaud, ancien député UMP du Gard rhodanien, maire de Villeneuve-

lès-Avignon - « De temps en temps, on pourrait voir les choses à l'envers et voir que les représentants du peuple sont honnêtes et ont de vraies convictions. Moi j'ai soutenu la filière nucléaire non pas pour des raisons électoralistes mais pour des raisons d'indépendance de la France. Le fait que Marcoule soit sur notre territoire fait qu'on y est plus attentif. Mais dire qu'il y a collusion, c'est une insulte pour les gens qui ont des convictions comme moi. Quand on s'engage, c'est pour tirer le territoire vers le haut. Ce ne sont pas les bergers du Larzac qui font vivre un département. »



Jean-Christian Rey, maire PS

de Bagnols et président de l'agglomération de ce genre d'attaque. « J'ai l'habitude de ce genre d'attaque. Ce n'est pas parce qu'on est sur un territoire nucléaire que l'on est acheté. J'ai toujours été convaincu que c'était une filière d'avenir. Le nucléaire mérite mieux que cette polémique. Si l'on veut du développement économique sur le territoire, le nucléaire restera une priorité. »

Quant à la mobilisation de toute l'agglomération du Gard rhodanien à travers la rédaction d'un document de séduction pour convaincre l'État d'implanter le projet Astrid à Marcoule d'ici 2020, Jean-Christian Rey n'y voit aucun lobbying : « C'est de l'hypocrisie. On le fait pour toutes les entreprises. On passe notre temps à convaincre les porteurs de projet de s'installer sur notre territoire. » **H. A.**

Le projet Astrid

En 2012, un grand colloque baptisé Astrid 2020, avec pas moins de 150 invités triés sur le volet (collectivités locales, État, entreprises), en présence du maire de Flamanville, a été organisé à Bagnols. Du nom d'un projet porté par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), et ses partenaires (Areva, Bouygues, Edf, etc.) pour un réacteur prototype à neutrons rapides et refroidi au sodium. Du « nucléaire durable », selon le CEA, qui produirait moins de déchets ultimes tels que le plutonium. La phase d'étude a commencé en 2010 pour se poursuivre jusqu'en 2017, avant une mise en chantier fixée à 2020. Selon une estimation, cette phase pourrait représenter un apport de 3000 personnes sur une période de cinq ans.